
Présidentielle : « S'ils invoquent le ciel, c'est pour usurper la terre » (Robespierre)

Contribution collective, deuxième partie

Cette deuxième partie d'une contribution collective poursuit l'examen des questions posées par la mise en œuvre de notre décision de créer les conditions d'une candidature communiste en 2022.

Troisième question : peut-on alors laisser confondre le PCF et Mélenchon, comme il le suggère ?

C'est en se laissant enfermer dans l'idée que la promotion de nos idées risque de diviser plutôt que rassembler à gauche que nombre de nos électeurs ont fini par se dire que nous avons perdu notre originalité et donc notre utilité à l'échelle nationale.

Mais n'est-ce pas aussi cela qui peut faire dire à Jean-Luc Mélenchon, dans sa lettre à Fabien Roussel, que « *parce que nous sommes de la même famille de volonté politique* » il serait naturel que le PCF ne présente aucun candidat à la présidentielle pour lui laisser la place. Et cette fois-ci, susurre-t-il, il ne nous tirerait pas dans les jambes pour les législatives. Une offre en forme de menace en quelque sorte.

Le retournement est cependant de taille quand on se souvient combien le chef de la FI a pu nous agonir parce que nous refusions de nous rendre à l'idée, chère à Manuel Valls, qu'il y aurait « *deux gauches inconciliables* » en France. Il est vrai, comme le disait, dans les années 1960 le Président Edgar Faure - un artiste en la matière - « *ce n'est pas la girouette qui tourne, c'est le vent* » ! Eh oui, le vent tourne et, malgré notre affaiblissement, nous continuons de compter, pour des ententes entre appareils, dans cette gauche, parce qu'elle est devenue très anémiée par tant de reniements.

Mais, foin de polémique. La manœuvre est, certes, à but électoraliste mais ne vise-t-elle pas beaucoup plus profond : achever l'œuvre mitterrandienne de faire disparaître le PCF en l'étreignant?

De fait, si nous nous contentions d'une candidature de témoignage pour la présidentielle, sans chercher à faire la pédagogie politique de nos idées et nous distinguer à gauche par l'originalité et la cohérence de notre programme, on pourrait nous reprocher d'avoir voulu affaiblir Mélenchon, voire diviser la gauche...et alors gare aux suites !

C'est dire s'il nous faut travailler pour confirmer en pratique que « *PCF is back* ».

Nous sommes en effet très différents sur des points essentiels (sa vision populiste, l'énergie, la conception de l'entreprise, le financement de la protection sociale, l'Europe...) et il faut en débattre publiquement, non pour diviser mais pour éclairer l'électorat de gauche dont une large part s'abstient désormais.

L'exemple le plus parlant concerne la lutte contre le chômage. Il ne suffit pas de prétendre vouloir l'éradiquer, encore faut-il s'attaquer à la logique du capital faisant dominer les critères de rentabilité dans la gestion des entreprises sous monarchie patronale et sur la sélectivité du crédit bancaire sous emprise des marchés financiers.

Ainsi, Jean-Luc Mélenchon propose que, pour mettre fin « *au chômage de longue durée* », l'Etat serve « *d'employeur en dernier ressort* ». D'abord, cela ne vise pas à mettre fin au chômage lui-même, comme le veut l'idée de « *plein emploi* » qui n'a jamais été l'emploi pour tous et est devenue un niveau d'emploi « *non accélérateur d'inflation* ». Cela signifierait pour la France d'aujourd'hui le maintien d'un volant de plus de 2 millions de chômeurs ! Quant aux exclus du marché du travail, les chômeurs dits « *de longue durée* », ils seraient, propose Mélenchon, embauchés par l'Etat, comme après la révolution de février 1848, avec les « *Ateliers nationaux* » mis en place en réponse à une proposition de Louis Blanc, dont l'échec fut patent. Quelle aubaine pour les entreprises qui, ainsi seraient totalement déresponsabilisées et pourraient continuer, au gré de la conjoncture, d'innovations plus économes en travail et d'occasions de restructuration, de lessiver l'emploi existant puis réembaucher, moyennant un taux de salaire rabaisé par un chômage que l'on

qualifierait « de transition », pour le faire accepter. Et cela, aux frais des contribuables !

C'est tout le contraire de notre projet de sécurité d'emploi, de formation et de revenu. Celui-ci, une fois réalisé, permettrait à chacun.e voulant travailler de disposer d'un droit inaliénable à l'emploi et à la formation de qualité et pourrait alterner, tout le long de sa vie active, périodes en emploi choisi correctement payées et périodes en formation choisie rémunérées comme l'emploi quitté. Celles-ci ouvriraient l'accès à un meilleur emploi choisi avec des droits relevés. Dans l'emploi, chacun.e percevrait un salaire correct versé par son « employeur » et, en formation, un revenu mutualisé de remplacement, au même niveau que le dernier salaire perçu, financé par prélèvement public national sur la valeur ajoutée produite dans chaque entreprise.

Cela passerait par la conquête nécessaire de pouvoirs des salariés dans les entreprises et la promotion d'institutions nouvelles démocratiques permettant aux salariés, aux populations, aux élus d'avoir une prise directe, dès le terrain, sur l'utilisation du crédit.

Cela passerait par la constitution d'un grand pôle financier public , à partir des établissements publics existants et de nouvelles nationalisations, pour faire reculer la dépendance des grandes entreprises au marché financier et l'asymétrie des rapports entre TPE-PME et leurs banquiers, imposer progressivement à l'échelle de tout le pays une sélectivité du crédit favorable à l'essor de l'emploi, à celui de la formation et à la transition écologique avec les investissements nécessaires. Cela amènerait la BCE à devoir refinancer ce nouveau crédit à l'opposé de son soutien massif actuel aux opérations financières et spéculatives, rendant progressivement l'appel à la Bourse pour se financer moins attractif que le recours au crédit bancaire.

Ainsi, avec l'appui d'une importante réforme fiscale imposant le capital et dissuadant de faire des placements financiers, on ferait baisser le coût du capital (dividendes, intérêts...) et reculer l'obsession de la baisse du « coût du travail ».

Cela placerait la France aux avant-postes de la bataille pour une refondation de la construction européenne, mise tellement en défaut aujourd'hui, en sollicitant, par le biais d'un Fonds européen démocratisé, l'immense pouvoir de création monétaire de la BCE. Et cela, non seulement pour des annulations et restructurations de dettes publiques, mais surtout pour financer en grand de nouvelles dépenses pour les services publics. Car des millions d'emplois doivent y être vite créés, comme le montre la pandémie et y appelle la « transition écologique », laquelle ne pourra pas se faire en France sans une modernisation maîtrisée du nucléaire, vers un nouveau « mix énergétique », ni par la seule vertu d'une fiscalité punitive.

Engager sans attendre la campagne présidentielle

Commençons à populariser ces idées dès la campagne des régionales :

- en exigeant des pré-recrutements massifs de jeunes dans les services publics, notamment la santé afin que, dans la lutte contre la pandémie, « l'argent aille à l'hôpital et non au capital » ;
- en proposant de créer de nombreux emplois dans les transports ferroviaires publics pour sortir des embolies métropolitaines et faire reculer le transport du fret par la route, si polluant ;
- en proposant la tenue de conférences citoyennes permanentes pour faire, dans chaque région, l'inventaire des besoins de création ou conversion d'emplois et de formation et délibérer des moyens financiers nécessaires pour y répondre ;
- en revendiquant, à l'appui de ces conférences, que des Fonds publics régionaux recueillent toutes les aides territoriales aux entreprises pour faire levier sur le crédit pour leurs investissements : plus ces derniers programmeraient d'emplois et de formations de qualité, de progrès écologiques, et plus, par bonification, le taux d'intérêt du crédit serait abaissé, jusqu'à 0% voire moins. Ce serait autrement plus efficace que d'illusoires « contreparties » demandées au versement d'aides publiques.

En 1933, en pleine crise de l'entre-deux guerres et alors qu'Hitler prenait les rênes en Allemagne, le Président Roosevelt, annonçait le lancement aux Etats-Unis du « New Deal » en déclarant : « *La seule chose dont nous devons avoir peur est la peur elle-même* ». Nous communistes pourrions faire nôtre cette maxime. A fortiori, parce que le « New Deal », qui annonçait malgré des différences les politiques d'inspiration keynésienne d'après-guerre, échouerait aujourd'hui, confirmant le besoin de solutions novatrices autrement plus radicales, quoi que réalistes, faisant des salariés et des citoyens les principaux acteurs : nos solutions.

Signataires : Boccara Frédéric (94), Cailloux Gisèle (92), Cailloux Jean-Louis (92), Chambon Jean (69), Dimicoli Yves (75), Durand Denis (75) , Durand Jean-Marc (26), Goulmot Cédric (92), Huttl Paul (83), Joly Pascal 94), Lafaurie Anne (94), Marchand Nicolas (94), Ternant Evelyne (25).